

**Climat - Réunion du conseil de  
sécurité en format Arria -  
Implications sécuritaires de la  
montée du niveau de la mer, en  
particulier pour les petits États  
insulaires en développement et les  
États côtiers - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies**  
(New York, 10 avril 2017)

Monsieur le Président,

Excellences,

Chers collègues,

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement mes collègues et amis de l'Ukraine et de l'Allemagne pour avoir pris l'initiative de ce débat important sur l'impact de la montée du niveau des océans sur la sécurité internationale. Je voudrais également remercier l'ensemble de nos panélistes, dont les contributions nous permettent de mieux prendre toute la mesure des enjeux en cause.

La France s'associe pleinement à la déclaration qui sera prononcée par l'Union européenne.

Comme vous le savez, mon pays a joué une part très active, avec la communauté des Nations, en tant que président de la COP21 pour l'adoption de l'Accord de Paris. Notre priorité va désormais à la pleine mise en oeuvre de cet accord, qui constitue la meilleure façon de prévenir et de résoudre les crises liées à la montée des mers. Cet accord ambitieux et universel est aujourd'hui notre cadre de référence dans la lutte contre le changement climatique. Il faut donc conjuguer nos efforts pour en assurer la mise en oeuvre pleine et entière, aussi rapidement que possible. Nous avons besoin pour cela de la mobilisation de tous.

Je voudrais me limiter à deux observations principales :

1. Première observation : le réchauffement climatique entraîne la montée du niveau de la mer, et peut à terme menacer la paix et la sécurité internationales.

En absorbant plus de 90% de l'excès de chaleur généré par les activités humaines, les océans, nous le savons tous, sont un formidable régulateur du climat. Si cette fonction de pompe à carbone est absolument essentielle, elle provoque aussi une hausse de la température de l'eau, qui entraîne une acidification des océans et une modification profonde de l'équilibre des écosystèmes marins. C'est donc en luttant contre le changement climatique que nous protégerons nos océans, mais c'est aussi en protégeant nos océans que nous pourrions lutter le plus efficacement contre le changement climatique.

Le dérèglement climatique et ses conséquences, en particulier sur l'élévation du niveau des océans, posent aussi un immense défi sécuritaire, notamment dans les pays les plus vulnérables. Les dernières études scientifiques anticipent une hausse d'un mètre du niveau de la mer d'ici la fin du siècle. Les régions côtières seront exposées à un risque accru de submersion et d'érosion côtière, mais aussi à un accroissement des zones inondables et à la salinisation des ressources en eau.

Les pays les plus fragiles, comme cela vient d'être dit avec beaucoup de force, en particulier les petits États insulaires en développement et les pays côtiers, sont par nature les plus exposés aux effets du dérèglement climatique sur les océans. Et comme nous le savons, leur survie même est en jeu.

Si les petites îles de faible altitude seront les premières victimes, n'oublions pas que nous sommes tous menacés par le réchauffement climatique, au Nord comme au Sud. 20% de la population mondiale vit aujourd'hui à moins de 100 km de la mer. Certaines grandes métropoles côtières comme Bombay, Shanghai mais aussi New York et Miami, pour n'en prendre que quelques exemples, seront particulièrement exposées.

Au-delà de la montée des eaux, tous les effets cumulatifs du dérèglement climatique sont des sources potentielles d'instabilités et de conflits : raréfaction des ressources, disparition de terres submergées, appauvrissement de certains groupes de populations, tensions sociales accrues, migrations forcées et j'en passe.

C'est précisément ce que nous avons constaté les uns et les autres en nous rendant il y a un mois, avec le conseil de sécurité, dans la région du bassin du Lac Tchad. Nous y avons eu la confirmation de visu, en première ligne, que l'assèchement du lac, dans une région particulièrement fragile et vulnérable, pose un véritable défi sécuritaire - et cela à très court terme en réalité : insécurité alimentaire, déplacement massif de populations, émergence de conflits liés aux problèmes d'accès à l'eau, criminalité, et là aussi je pourrais multiplier les exemples.

2. Dans ce contexte très difficile, et c'est ma deuxième observation, la réponse au risque climatique doit passer par une approche globale et préventive.

Comme nous y invite le secrétaire général, nous devons agir ensemble, vite, pour à la fois construire une paix durable, créer les conditions d'un développement durable et inclusif, tout en luttant contre les effets du changement climatique. C'est cette feuille de route que nous a donné M. Antonio Guterres et je souhaite l'en remercier. Nous devons maintenant nous y

conformer et lui donner rapidement une réalité concrète.

La France contribue aux indispensables efforts de la communauté internationale pour endiguer les conséquences sécuritaires de la montée des eaux, à travers des initiatives visant à accroître la résilience des États au changement climatique. Je pense notamment à l'initiative CREWS (Climate Risks Early Warning Systems) pour améliorer l'accès aux systèmes d'alerte dans les pays les plus vulnérables aux catastrophes et les moins pourvus en prévisions. Je pense aussi au système InsuResilience, assurance contre les risques climatiques dans les zones les plus vulnérables à la montée des océans.

Au sein de l'agenda de l'action, de nombreuses initiatives, issues du secteur privé, du monde scientifique ou de la société civile au sens large participent concrètement à réduire les risques sécuritaires inhérents au changement climatiques.

De façon plus générale, nous devons faire en sorte que l'ensemble du système des Nations unies agisse de manière intégrée pour réduire les risques climatiques, que ce soit au sein de la convention des Nations unies sur le droit de la mer, de la convention des Nations unies sur les changements climatiques bien sûr, de l'Accord de Paris et de sa mise en oeuvre, du GIEC, de l'Organisation météorologique mondiale, du PNUD, des agences humanitaires ou du conseil de sécurité. Cette approche intégrée, globale doit s'exprimer dans l'ensemble des activités des Nations unies.

C'est pourquoi nous devons travailler ensemble pour progresser vers une meilleure coordination de ces acteurs, dans leur activité normative comme sur le terrain, afin de renforcer la résilience face au risque climatique.

Pour conclure, je dirai simplement que la menace que fait peser l'élévation du niveau marin sur les petites îles et sur les États côtiers n'est plus à démontrer. Ses effets sont connus. À tel point que certains États anticipent la disparition, la submersion de leur territoire et s'y préparent déjà très activement.

Il nous appartient donc de nous mobiliser d'urgence pour lutter contre ce phénomène et pour éloigner les menaces qui en résultent pour la paix et la sécurité internationales. Ce n'est pas un problème théorique, c'est un problème immédiat qui va prendre une ampleur croissante au fil des années. Et nous y parviendrons en faisant preuve de toujours plus d'ambition dans la lutte contre le changement climatique mais aussi en renforçant la diplomatie préventive et les instruments pour la mener, comme nous y invite le secrétaire général des Nations unies.

Je vous remercie./.